

ARRETE PREFECTORAL

**PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER
UNE INSTALLATION CLASSÉE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Société LYONNAISE DES EAUX France SA

Commune de DIJON

Rubriques n° 322-B-4, 167-C, 2920-2-b, 2915-2, 2910-A-2
de la nomenclature

**LE PREFET DE LA RÉGION BOURGOGNE
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR**
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application des dispositions législatives susvisées,
- Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soin à risques infectieux,
- Vu l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances,
- Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage des déchets dangereux,
- Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion,

- Vu la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains,
- Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2002 autorisant la Lyonnaise des Eaux à exploiter une usine d'incinération de boues de stations d'épuration sur le territoire de la commune de Dijon,
- Vu la demande présentée le 23 décembre 2003 par la LYONNAISE DES EAUX en vue d'être autorisée à réaliser les travaux de mise en conformité de son usine de traitement des eaux usées de Dijon/Longvic,
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2004 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,
- Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 20 avril 2004 au 24 mai 2004,
- Vu l'avis du commissaire-enquêteur en date du 15 juin 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de CHEVIGNY SAINT SAUVEUR en date du 14 avril 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de OUGES en date du 4 mai 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de SENNECEY LES DIJON en date du 11 mai 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de NEUILLY LES DIJON en date du 7 mai 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de QUETIGNY en date du 1^{er} juin 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de CRIMOLOIS en date du 12 mai 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de DIJON en date du 28 juin 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de CRIMOLOIS en date du 12 mai 2004,
- Vu l'avis du conseil municipal de LONGVIC en date du 3 mai 2004,
- Vu les avis de Mmes et MM. :
 - la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 1^{er} juin 2004,
 - le Directeur Départemental de l'Equipement, en date du 1^{er} juillet 2004,
 - le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours, en date du 13 mai 2003,

- le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
en date du 11 mai 2004,
- la Directrice Régionale de l'Environnement,
en date du 3 juin 2004,
- le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles,
Economiques de Défense et de la Protection Civile,
en date du 3 mai 2004,
- Vu l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées, en date du 8 novembre 2004,
- Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 23 novembre 2004,
- Considérant qu'aux termes de l'article L 512-2 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,
- Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire,
- Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

SOMMAIRE

TITRE PREMIER.....	7
Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION.....	7
Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS.....	7
Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS.....	8
Article 4 - ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS.....	9
TITRE DEUXIEME.....	9
CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION.....	9
Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS.....	9
Article 6 - DISPOSITIONS GENERALES.....	9
Article 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES.....	10
Article 8 - CONTROLES.....	10
Article 9 - ENREGISTREMENT.....	11
Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE.....	11
TITRE TROISIEME.....	11
PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	11
AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT.....	11
PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX.....	11
Article 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS.....	11
11.1. - Limitation des consommations d'eau.....	11
11.2. - Réseaux.....	12
11.3. - Points de rejet.....	12
11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux.....	13
11.5 - Installation de traitement.....	14
Article 12 – EXPLOITATION.....	15
12.0. – Accès à l'installation.....	15
12.1. - Transports internes.....	15
12.2. - Stockages de produits liquides.....	15
12.3. - Consignes spécifiques.....	15
12.4 - Nature des effluents.....	15
12.5 – Alimentation par forage.....	15
Article 13 – TRAITEMENT DES EAUX.....	16
13.1. - Eaux domestiques et eaux vannes (E D).....	16
13.2. - Eaux pluviales et autres eaux propres (E P).....	16
13.3. - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (E C).....	16
13.4 - Eaux résiduaires autres (E U).....	16
Article 14 - VALEURS LIMITES.....	16
14.1. - Prélèvements dans le milieu naturel.....	16
14.2 – Prélèvements en sortie de station d'épuration.....	16
14.3 - Consommations.....	17
14.4. - Rejets.....	17
Article 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS.....	18
Article 16 - ENREGISTREMENT.....	18
PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	19
Article 17 – CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	19
17.1 - Conditions générales.....	19
17.2 – Conditions de combustion.....	19
17.3 – Combustible d'appoint.....	20
17.4 – Conditions d'alimentation des déchets.....	20
17.5 – Conditions de rejets.....	20
17.6 - Stockages.....	20
17.7 – Vent.....	21

17.8 – Odeurs.....	21
Article 18 - TRAITEMENT.....	21
Article 19 - NORMES DE REJET.....	22
19.1. - Conditions de mesures.....	22
19.2. - Installations de combustion.....	22
Article 20 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS.....	24
20.1. - Contrôle périodique des rejets (auto surveillance).....	24
20.2. - Validation de l'autosurveillance.....	25
20.3. - Contrôle inopiné.....	25
Article 21 - ENREGISTREMENT.....	25
PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT.....	26
Article 22 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES.....	26
22.1 - Généralités.....	26
22.2 - Niveaux acoustiques admissibles.....	26
22.3 – Emergences.....	26
22.4 - Contrôles périodiques.....	27
22.5 - Enregistrement.....	27
TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS.....	27
Article 23 - CONCEPTION - AMENAGEMENT.....	27
Article 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT.....	27
Article 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT.....	27
25.1 - Analyses.....	27
25.2 – Quantités produites.....	28
Article 26 – ADMISSION DES DECHETS DANS LE FOUR A LIT FLUIDISE.....	28
26.1 – Déchets admissibles dans l’installation.....	28
26.2 – Admission de déchets extérieurs à la STEP de Dijon.....	29
26.3 Contrôle des déchets provenant de la STEP de Dijon.....	29
27 - ENREGISTREMENT.....	30
SECURITE.....	30
Article 28 - RISQUES NATURELS.....	30
Foudre.....	30
Article 29 - ACCES, SURVEILLANCE.....	31
Article 30 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT.....	31
30.1. - Voies et aires de circulation.....	31
30.2. - Installations électriques.....	31
Article 31 - EXPLOITATION.....	31
Article 32 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION.....	32
32.1. - Détection et alarme.....	32
32.2. - Formation.....	32
32.3. - Consignes.....	33
32.4. - Plan d'intervention.....	33
32.5. - Moyens matériels et humains.....	33
Article 33 - CONTROLES.....	34
Article 34 – ELEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE (IPS).....	34
Article 35 - ENREGISTREMENT.....	34
IMPACT VISUEL.....	35
Article 36 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL.....	35
SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT.....	35
Article 37 - SURVEILLANCE DE L'AIR.....	35
Article 38 - Réservé.....	35
Article 39 – SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT.....	35
Article 40 – BILAN DE FONCTIONNEMENT.....	36
TITRE QUATRIEME.....	36
PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	36
Article 41 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS ALIMENTEES AU	

GAZ NATUREL.....	36
41.1 – Aménagements.....	36
41.2 – Dispositions constructives.....	37
41.3 – Alimentation en gaz naturel.....	37
41.4 – Détecteurs.....	38
41.5 – Ventilation des locaux.....	38
41.6 – Contrôle de la combustion.....	39
Article 42 – PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'INSTALLATION DE SECHAGE DES BOUES PAR CIRCUIT D'HUILE THERMIQUE	39
42.1 - Prescriptions générales.....	39
42.2 – Prescriptions particulières.....	40
TITRE CINQUIEME.....	40
MESURES EXECUTOIRES.....	41
Article 43 - LIMITATIONS.....	41
Article 44 - RECOURS.....	41
Article 45 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS.....	41
Article 46 - MODIFICATIONS.....	41
Article 47 - INSPECTION.....	41
Article 48 – INFORMATION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES..	41
Article 49 - DISPONIBILITE.....	42
Article 50 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	42
Article 51 - PUBLICITE.....	42
Article 52 - AFFICHAGE.....	43
Article 53 - EXECUTION.....	43

ARRETE

TITRE PREMIER

OBJET DE L'ARRETE

Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société LYONNAISE DES EAUX France S.A. dont le siège social sis 18 square Edouard VII 75009 PARIS, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté :

- à modifier et à poursuivre l'exploitation d'une usine d'incinération de boues de station d'épuration d'eaux usées urbaines,
- à exploiter une installation thermique, utilisant de l'huile comme fluide caloporteur, pour le séchage des boues non incinérées (objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau)

Ces installations se situent chemin de la Mongeotte à Dijon.

La capacité d'incinération maximum est de 10 000 tonnes de matières sèches / an (50000 tonnes de boues pâteuses / an, avec un coefficient de siccité de 20 à 35 %), soit 1,6 tMS / heure (6 tonnes / heure de boues brutes), au PCI de 23 000 kJ / kg.

Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :

◆ Bâtiment incinération qui comporte les installations suivantes :

- Four d'incinération
- Système de traitement des fumées
- Circuit d'huile thermique (échangeur fumée / huile)

◆ Bâtiment séchage, à l'intérieur duquel se trouve :

- Le sécheur
- Le circuit d'huile thermique
- La chaudière de secours (utilisée lorsque l'énergie provenant du four d'incinération est insuffisante pour le fonctionnement du sécheur ou lorsque l'incinérateur n'est pas opérationnel)
- Les locaux électriques

Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Rubriques	Libellé en clair de l'installation	Volume d'activité	Classement	Coefficients de redevance
322-B-4	<p>Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains</p> <p>- B – Traitement - 4 - Incinération</p>	<p>Incinération de boues provenant de stations d'épuration des eaux usées de l'agglomération dionnaise et de la Côte d'Or. Exceptionnellement de l'extérieur, dans le respect des Plans Départementaux d'Elimination des Ordures Ménagères et Assimilés :</p> <p>Capacité de l'installation : 1,6 t/h de matière sèche (soit 6 t/h de boues brutes)</p> <p>Pouvoir calorifique des déchets incinérés : 23 000 kJ/kg</p>	A	1
167-C	<p>Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères)</p> <p>C – Traitement ou incinération</p>	<p>Incinération de boues-graisses provenant d'installations classées d'activités agroalimentaires en complément des boues urbaines dans la limite de capacité du four</p>	A	5
2920-2-b	<p>Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pascal</p> <p>- 2 – Dans tous les autres cas - b – supérieur à 50 kW mais inférieur à 500 kW</p>	200 kW	D	
2915 - 2	<p>Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</p> <p>- 2 – Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluide présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 litres.</p>	<p>Quantité de fluide présente dans l'installation :</p> <p>6 000 litres</p>	D	
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>- A – Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. La puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2 – supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Puissance de la chaudière fonctionnant au gaz naturel, servant au réchauffage de l'huile thermique :</p> <p>2,3 MW</p> <p>(Chaudière utilisée pour sécher les boues lorsque l'incinérateur ne fonctionne pas)</p>	D	

Article 4 - ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, délivré le 20 mars 2002, seront annulées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté à compter de la date d'arrêt des installations pour mise en conformité et avant le 30 décembre 2005.

TITRE DEUXIEME

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Les dispositions du présent arrêté sont établies en application et en complément de celles de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux aux quelles est soumis l'établissement.

Article 6 - DISPOSITIONS GENERALES

6.1 - Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

6.2 - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

6.3 - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pentes, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;

- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues

des véhicules, sont prévues en tant que de besoin.

- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;

- des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

6.4 - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles ou normes en vigueur.

6.5 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

6.6 - L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

6.7 - Valeurs limites des rejets

Les valeurs limites à respecter concernant les rejets s'entendent dans les conditions fixées à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002:

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

- Pour calculer les valeurs moyennes mentionnées ci-dessus, il ne sera tenu compte que des périodes de fonctionnement effectif de l'installation, à l'exception des phases de démarrage et d'extinction des fours lorsque aucun déchet n'est incinéré.

Article 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 8 - CONTROLES

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 - ENREGISTREMENT

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessous. Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans.

Les informations relatives aux déchets issus de l'installation, et à leur élimination sont conservées pendant toute la durée de l'exploitation.

Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

Il est particulièrement tenu de veiller à ce que la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinérations, de traitement ou de mesure des effluents aqueux ou atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées n'excède pas 4 heures sans interruption. La durée cumulée de fonctionnement dans de telles conditions doit être inférieure à 60 heures sur l'année.

TITRE TROISIEME

PRESCRIPTIONS COMMUNES

AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

11.1. - Limitation des consommations d'eau

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés journalièrement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations

classées.

L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuits ouverts est interdite sauf pour la condensation des vapeurs issues du séchage des boues. L'eau de refroidissement sera obtenue à partir de l'eau traitée par la station d'épuration. Elle sera prélevée en amont du dispositif de comptage situé en sortie de station, sera filtrée par un tamis 500µ avant son passage dans l'échangeur air/eau (sans contact), et sera restituée au point de prélèvement initial.

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et font l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

11.2. - Réseaux

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un disconnecteur qui doit faire l'objet d'une déclaration auprès de la DDASS et dont le fonctionnement est vérifié annuellement, par une société agréée. Le résultat de ce contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et communiqué à la DDASS.

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet sont distinguées :

- Les eaux usées d'origine domestique, désignées E D ;
- Les eaux pluviales non souillées, ainsi que les eaux de purges de déconcentration de réseau de réfrigération ou d'installation de déminéralisation, désignées E P ;
- Les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées E C ;
- Les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, les eaux pluviales polluées même accidentellement, etc, désignées E U. Ces effluents transitent nécessairement en canalisations fermées.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

11.3. - Points de rejet

Identification :

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 3.

Ils sont définis comme suit :

Désignatio	Nature des Eaux ou des	Désignation du milieu récepteur
------------	------------------------	---------------------------------

n du rejet	effluents	
N°1	EP	Tête de station d'épuration (collecteur sud – Bassin d'orage)
N°2	EU (Condensats des vapeurs de séchage des boues)	Tête de station d'épuration (PTE)
N°3	EU (eau de réfrigération des vapeurs issues du séchage des boues)	Sortie de station d'épuration, en amont du dispositif de comptage
N°4	ED	Tête de station
N°5	Eaux d'extinction incendie	Lagunes 120 m ³

et repérés sur le plan de masse figurant en annexe 1 au présent arrêté.

Mesures et prélèvements :

Les ouvrages d'évacuation des EU (rejet n°2) sont équipés, en sortie de l'établissement sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons moyens représentatifs du rejet considéré et la mise en place d'appareils de mesure de débit. Ces ouvrages sont en état de fonctionnement en toutes circonstances y compris en période de crues.

Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales (rejet n°1) en sortie de l'installation de traitement et d'eaux vannes (rejet n°3) sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.

Les ouvrages de rejets visés ci-dessus sont équipés, au niveau de la sortie des effluents traités, de dispositifs permettant la mesure et l'enregistrement en continu du débit et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit.

11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Stockages, rétention, manipulation et transport

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement des eaux d'extinction d'incendie et des éventuelles pollutions, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés, sont accessibles en permanence.

Equipements et canalisations

Le réseau de collecte des eaux pluviales de l'équipement est équipé d'un obturateur, de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement. Les organes de commande de cet obturateur peuvent être actionnés en toutes circonstances et sans délais. Ils sont clairement repérés et leur utilisation indiquée.

Les eaux ainsi collectées ne seront rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin, traitement approprié.

Bassins de confinement

Les eaux de ruissellement issues de l'extinction d'un incendie seront stockées dans des lagunes représentant un volume de 120 m³. Les eaux ainsi recueillies doivent satisfaire, avant rejet aux valeurs limites fixées à l'article 14.4 du présent arrêté, sinon elles sont éliminées en tant que déchets ou eaux souillées.

11.5 - Installation de traitement

- Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

- Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Article 12 – EXPLOITATION

12.0. – Accès à l'installation

Les accès à l'installation seront réglementés et surveillés. L'accès principal se fait depuis la RD 122A via le Chemin de la Mongeotte. Cet accès sera fermé en dehors des heures de réception.

12.1. - Transports internes

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.

12.2. - Stockages de produits liquides

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,
- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,
- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

12.3. - Consignes spécifiques

L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.

12.4 - Nature des effluents

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

12.5 – Alimentation par forage

L'ensemble des travaux et l'équipement des ouvrages de prélèvement doivent assurer, pendant toute la durée du forage et de leur exploitation, une protection des eaux souterraines contre l'interconnexion des nappes et le risque d'introduction de pollution de

surface.

La mise hors service d'un forage est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. Les travaux d'obturation ou de comblement doivent assurer la protection des nappes d'eau souterraine contre tout risque d'infiltration ou d'interconnexion.

Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse.

Article 13 – TRAITEMENT DES EAUX

13.1. - Eaux domestiques et eaux vannes (E D)

Elles sont raccordées au réseau d'assainissement interne à la station d'épuration de Dijon.

13.2. - Eaux pluviales et autres eaux propres (E P)

Elles sont raccordées au réseau d'assainissement interne à la station d'épuration de Dijon.

13.3. - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (E C)

Après contrôle, elles sont rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduelles. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

13.4 - Eaux résiduelles autres (E U)

L'exploitant collecte puis épure les eaux résiduelles dans les conditions suivantes :

Les condensats issus du refroidissement des buées du sécheur des boues, seront collectés et dirigés en tête de la station d'épuration de Dijon.

Les eaux de refroidissement des buées provenant du séchage des boues, seront prélevées en sortie de la station d'épuration, en amont du dispositif de contrôle, puis seront rejetées au même point, à une température d'environ 30°C.

Article 14 - VALEURS LIMITES

14.1. - Prélèvements dans le milieu naturel

En situation normale d'exploitation, l'établissement ne prélève pas d'eau dans le milieu naturel.

Le forage existant sur le site n'est utilisé que pour l'appoint du bassin paysager situé à l'entrée de l'établissement. Une solution alternative sera étudiée.

14.2 – Prélèvements en sortie de station d'épuration

La condensation des vapeurs issues du séchage des boues, est réalisée par l'intermédiaire d'un échangeur eau/vapeurs dans lequel circule de l'eau prélevée en sortie de station (eau traitée), en amont du dispositif de comptage. L'eau de refroidissement fait retour au point de prélèvement initial où elle est comptabilisée et contrôlée avec la totalité des eaux de sortie de la STEP, avant rejet dans le milieu naturel. Afin de ne pas provoquer un échauffement trop important du rejet en sortie de station, le retour d'eau de refroidissement (qui représente environ 1% du rejet total de la station) ne devra pas avoir une température excédant 30°C.

L'exploitant définit, en accord avec l'inspection, les critères de qualité au-delà desquels il doit interrompre le prélèvement d'eau. Si l'interruption ou l'indisponibilité excède 4 heures (inertie du circuit due au volume d'eau contenu dans les tuyaux) le sécheur devra être arrêté, le refroidissement des fumées de l'incinérateur sera alors obtenu grâce aux aérothermes.

14.3 - Consommations

1) - La consommation d'eau potable se limite à 200 m³/an.

Cette consommation concerne l'exploitation normale, à l'exclusion de toute situation exceptionnelle, incidentelle ou accidentelle (incendie, essai de matériel, remplissage des chaudières)

2) - La consommation d'eau industrielle (eau traitée prélevée en sortie de station cf. 14.2) est de 60 m³/h cette eau étant recyclée à la STEP connexe, réglementée au titre de la Loi sur l'eau.

14.4. - Rejets

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

A - En termes de caractéristiques générales des effluents

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5
- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30 °C, sauf pour le retour en tête de station des condensats provenant du séchage des boues, qui pourront atteindre 50 °C,
- couleur (mesurée suivant la norme NF EN ISO 7787) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l,
- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C,

B - En termes de débits, de concentrations et de flux

B.1 Retours en tête de station d'épuration :

Ils concernent les condensats provenant des buées issues du séchage des boues.

Leur débit est de 2,6 m³/h, soit 62,4 m³/j.

PARAMETRES	Concentrations maximum (en mg/l)	Flux max (en kg/Jour)
DBO	300	19
DCO	500	31
NH4	500	31
Métaux totaux (à l'exception du fer)	15	
Total des 7 principaux PCB	0,8	

B.2 Eaux pluviales et autres eaux non-souillées

- Hydrocarbures totaux ≤ 5 mg/l
- Matières en suspension ≤ 15 mg/l
- DCO ≤ 40 mg/l

Article 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS

L'exploitant procède annuellement, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs [moyens sur 24 h] aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Les résultats d'analyses sont consignés, archivés et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Dans le cadre d'un contrôle inopiné réalisé par un organisme extérieur, une convention est passée par l'exploitant avec un laboratoire agréé par le ministère de l'écologie et du développement durable. Celui-ci intervient de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées pour l'application de l'article 8 du présent arrêté.

Article 16 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution des eaux, les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;
- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux faits à l'initiative de l'exploitant ou à la demande de l'inspection des installations classées ;
- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 17 – CONDITIONS D'EXPLOITATION

17.1 - Conditions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les cheminées permettront une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents, sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) conformes aux dispositions de la norme en vigueur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

17.2 – Conditions de combustion

L'incinérateur à lit fluidisé est conçu, équipé, construit et exploité de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus respectent les dispositions relatives aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 19.2 du présent arrêté, notamment pour le carbone organique total et le monoxyde de carbone. Les mesures de température sont réalisées en 3 points : au niveau du lit fluidisé ($> 730^{\circ}\text{C}$), 1 m au dessus de celui-ci et au sommet de la chambre de combustion (en ces 2 points la température sera proche de 830 à 850°C).

. Le temps de séjour et la température du lit fluidisé devront être vérifiés lors des essais de mise en service. L'exploitant réglera la température du lit fluidisé de façon à optimiser les rejets de COT et de NOx et à respecter les conditions de rejets décrites à l'article 19.2, du présent arrêté.

Il présentera à l'Inspection des Installations Classées une corrélation entre cette température et celle des gaz de combustion permettant d'optimiser les rejets de COT et de NOx et de respecter les conditions de rejets décrites à l'article 19.2, du présent arrêté.

La température des gaz doit être mesurée en continu.

17.3 – Combustible d'appoint

L'incinérateur est équipé d'un dispositif d'injection de gaz naturel en appoint, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température du lit fluidisé tombe en dessous de 730°C. Ce dispositif est également utilisé dans les phases de démarrage et d'extinction (maintien en température du lit fluidisé) afin d'assurer en permanence une température des gaz de combustion garantissant les conditions de rejets fixées à l'article 19.2, du présent arrêté pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

17.4 – Conditions d'alimentation des déchets

Les installations sont équipées de systèmes automatiques qui empêchent l'alimentation en déchets :

- chaque fois que la température des gaz de 850°C n'est pas maintenue, en particulier pendant la phase de démarrage,
- chaque fois que la concentration en CO dépasse 100 ppm,
- chaque fois que les mesures en continu prévues à l'article 20 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison de dérèglements ou de défaillances des systèmes d'épuration.

De plus, en cas de dépassement des valeurs limites d'émissions (cf. chapitre 19), la ligne d'incinération ne pourra pas continuer à incinérer des déchets pendant plus de 4 heures et la durée cumulée de fonctionnement sur une année, dans de telles conditions, sera inférieure à 60 heures.

17.5 – Conditions de rejets

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction des obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.

Cette hauteur, a été déterminée au vu des résultats de l'étude des conditions de dispersion des gaz ARIA /CAREPS, réalisée par la société SAFEGE en 2004.

S'il y a dans le voisinage des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz, la hauteur de la cheminée doit être corrigée. On considère comme obstacles les structures et les immeubles, et notamment celui abritant l'installation étudiée.

Les points de rejet canalisés des installations reprises ci-après ont les caractéristiques suivantes :

Installations	Point de rejet			
	Hauteur minimum (m)	Diamètre (m)	Débit (Nm3/h)	Vitesse (m/s)
Cheminée n° 1 (Incinérateur)	21,30	0,71	16138	15
Cheminée n° 2 (chaudière gaz)	21,30	0,4	2500	12

17.6 - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments

fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les silos de stockage des cendres, les dépoussiéreurs,...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans des espaces fermés. Le volume de boues pâteuses ne peut excéder 450 m³. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation, sont mises en œuvre. Au-delà du volume de 450 m³, en l'absence de possibilité d'épandage, les boues pâteuses devront être dirigées vers un autre centre de traitement dûment autorisé.

17.7 – Vent

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

17.8 – Odeurs

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Le cas échéant, des moyens de lutte contre les nuisances olfactives complémentaires peuvent être prescrits par l'arrêté d'autorisation.

Article 18 - TRAITEMENT

Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques par un système d'épuration en cascade dans les conditions définies ci-après :

- Le dépoussiérage est réalisé par un cyclone haute température d'un rendement de 70 à 80%,
- Le refroidissement des fumées est réalisé par l'intermédiaire d'un échangeur huile / fumée. Le circuit d'huile thermique récupère l'énergie calorifique des fumées et la réutilise pour le séchage des boues. Le refroidissement occasionné permet d'atteindre la température requise pour la suite du traitement,
- Traitement chimique des fumées permettant de neutraliser les polluants halogénés et soufrés et d'absorber les métaux lourds volatils, les dioxines et les furannes. Ce traitement est obtenu grâce à l'injection d'un réactif constitué à 92% de chaux spongiacale et 8% de charbon actif.
- Récupération des réactifs et des cendres résiduelles par l'intermédiaire d'un filtre à manches. Cette étape permet de récupérer plus de 99% des cendres inertes encore présentes dans les fumées.

- Extraction des fumées par un ventilateur de tirage refoulant à la cheminée.
- Traitement complémentaire des NOx pour respecter la valeur limite de 400 mg/Nm³. Un bilan sera réalisé lorsque le nouveau traitement des fumées sera installé ; Le traitement des NOx sera réalisé par injection d'urée si l'analyseur en continu des fumées décèle une concentration en NOx supérieure à 350 mg/Nm³. Ce dispositif permettra d'obtenir des concentrations de l'ordre de 200 mg/Nm³.
- Les caractéristiques maximales des gaz à épurer, prévues à l'entrée des installations de traitement des fumées, sont les suivantes :
 - débit maximal : 16 138 Nm³/h ,
 - température d'entrée des fumées : 240 °C

Article 19 - NORMES DE REJET

19.1. - Conditions de mesures

Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), et à la teneur d'oxygène de 11% après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

19.2. - Installations de combustion

Les gaz sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :

♦ Pour l'incinérateur :

- Hauteur minimale : 23 m
- Diamètre maximal : 0,71 m
- Température maximale des rejets : 75°C
- Vitesse minimale d'éjection des gaz : 12 m/s
- Débit maximal : 16 138 Nm³/h

Paramètres à contrôler	Valeurs limites*		Flux
	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne sur ½ Heure	Flux moyen journalier au débit max (kg/j)
Poussières totales	10 mg/Nm ³	30 mg/Nm ³	38,73
COT	10 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	38,73
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/Nm ³	60 mg/Nm ³	38,73
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/Nm ³	4 mg/Nm ³	3,87

Dioxyde de soufre (SO ₂)	50 mg/Nm ³	200 mg/Nm ³	193,65
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde	400 mg/Nm ³		774,62
Monoxyde de carbone	50 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³ 150 mg/Nm ³ (1)	193,65
Métaux et leurs composés : Cd + Tl		0,05 mg/Nm ³ (2)	
Mercure et ses composés, exprimés en		0,05 mg/Nm ³ (2)	
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V		0,5 mg/Nm ³ (2)	
Dioxines et furannes		0,1 ng/Nm ³ (3)	

(*) valeurs rapportées à une valeur de 11 % d'oxygène dans les gaz résiduaux sur gaz secs

(1) 150 mg/Nm³ dans au moins 95% de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 mn ou 100mg/N m³ dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

(2) Moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi heure au minimum et de huit heures au maximum.

(3) Moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³.
- Les moyennes déterminées pendant les périodes d'indisponibilités ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.
- Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

Monoxyde de carbone	: 10 %
Dioxyde de soufre	: 20 %
Dioxyde d'azote	: 20 %
Poussières totales	: 30 %
Carbone organique total	: 30 %
Chlorure d'hydrogène	: 40 %
Fluorure d'hydrogène	: 40 %

- Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.
- Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

♦ Pour la chaudière à gaz :

- Hauteur minimale : 21,30 m
- Diamètre maximal : 0,4 m
- Vitesse minimale d'éjection des gaz : 12 m/s
- Débit maximal : 2500 Nm³/h

Paramètres à contrôler	Valeurs limites
Poussières totales	< 5 mg/Nm ³
NOx	< 150 mg/Nm ³
Dioxyde de soufre (SO ₂)	< 35 mg/Nm ³

Article 20 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

20.1. - Contrôle périodique des rejets (auto surveillance)

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après

Paramètres	Fréquence
Vitesse	C
Poussières totales	C
COT	C
Chlorure d'hydrogène	C
Fluorure d'hydrogène	C
Dioxyde de soufre	C
Oxydes d'azote	C
Monoxyde de carbone	C
Oxygène	C
NOx	C
Vapeur d'eau	C
Cadmium et ses composés exprimés en cadmium.	S
Thallium et ses composés exprimés en thallium	S
Mercure et ses composés	S

Total (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	S
Dioxines et furannes	S

C = en continu – S = Semestrielle

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence sont adressées à l'inspecteur des installations classées.

20.2. - Validation de l'autosurveillance

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées en annexe I a de l'arrêté du 2 février 1998.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou équivalent.

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu.

Il doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.

Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble de ces composés et des paramètres suivis en continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Les rapports établis par ces organismes sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

20.3. – Contrôle inopiné

Dans le cadre d'une convention passée par l'exploitant avec un laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou équivalent, ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, celui-ci intervient de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées pour l'application de l'article 8 du présent arrêté.

Article 21 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de

la pollution atmosphérique, les suivants :

- Résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère faits à l'initiative de l'exploitant ou à la demande de l'inspection des installations classées;
- Documents tels que le livret de chaufferie ;
- Rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.

PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT

Article 22 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES

22.1 - Généralités

Les prescriptions du présent article 22 sont définies en application et en complément de l'arrêté ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

22.2 - Niveaux acoustiques admissibles

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

ZONES CONCERNEES (se référer au plan annexé)	Niveau limite en dB (A)	
	De 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	De 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
En limite de l'emprise de la STEP	65	60

22.3 – Emergences

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementé :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

22.4 - Contrôles périodiques

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

22.5 - Enregistrement

Les résultats des contrôles prévus à l'article 22.3 ci-dessus sont conservés de façon à toujours avoir au moins les comptes-rendus des trois derniers contrôles.

TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Article 23 - CONCEPTION - AMENAGEMENT

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.

Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 24 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Article 25 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

25.1 - Analyses

L'incinérateur est exploité de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la

teneur en carbone organique total (COT) des cendres, soit inférieure à 3 % de leur poids sec ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec.

Les cendres font l'objet d'une caractérisation et d'un test de potentiel polluant, conformément à l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.

25.2 – Quantités produites

L'exploitant satisfait les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

Désignation du déchet	Code nomenclature	Quantité maximale annuelle produite	Conditions de stockage	Mode d'élimination
Cendres issues du cyclone	19 01 13* 19 01 14	4000 t/an	Silo	CET 1
Cendres issues de l'épuration des fumées		2000 t/an	Silo	CET 1
Sables provenant de lits fluidisés	19 01 19	20 t/an	Benne étanche	CET 1

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation,...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

Article 26 – ADMISSION DES DECHETS DANS LE FOUR A LIT FLUIDISE

26.1 – Déchets admissibles dans l'installation

Les déchets incinérés proviennent essentiellement et prioritairement du système d'assainissement de Dijon ; ce sont des boues et des graisses issues de l'épuration des eaux usées et de l'entretien des réseaux.

Les déchets incinérés pourront provenir :

- du département de la Côte d'Or, pour les boues d'épurations urbaines, issues de STEP,
- de l'extérieur du département pour de faibles quantités prises en appoint au fonctionnement normal du four, en accord avec les Plans Départementaux d'Elimination des Ordures Ménagères et Assimilés. Autant que possible, un principe de réciprocité ou une solution alternative sera recherchée, en cas de défaillance du four,
- des boues originaires d'installations agroalimentaires.

Les boues et graisses issues de l'épuration des eaux usées et de l'entretien des réseaux ainsi que les autres déchets admis respecteront les limites d'acceptabilité données dans le tableau ci-après :

Paramètre	Valeur limite d'admissibilité en mg/kg de MS
Cadmium	30
Chrome	5 000
Cuivre	5 000
Mercure	20
Nickel	1 000
Plomb	4 000
Zinc	15 000

Total des 7 principaux PCB	8
Fluoranthène	50
Benzo (b) fluoranthène	20
Benzo (a) pyrène	25

26.2 – Admission de déchets extérieurs à la STEP de Dijon

♦ Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, ou au détenteur, une information préalable sur la nature de ce déchet.

L'information préalable précise pour chaque type de déchet destiné à y être déposé, la provenance, les opérations de traitement préalable éventuelles, et toute information préalable pour caractériser le déchet.

En particulier, elle est complétée d'un certificat d'acceptation préalable délivré par l'exploitant au vu des informations et des résultats d'analyse communiqués par le producteur ou le détenteur du déchet.

L'admission d'un lot est conditionnée par le prélèvement d'un échantillon représentatif et la vérification au moyen d'analyses par un laboratoire agréé, du respect des critères d'admission définis à l'article 26-1.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées, le recueil des informations préalables et des certificats d'acceptation qui lui ont été adressés et précise, le cas échéant dans ce recueil, les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

♦ Contrôle d'admission

Toute livraison de déchet doit faire l'objet d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité et d'un contrôle visuel.

L'exploitant s'assure à la livraison de la concordance entre les déchets livrés et les informations contenues dans le certificat d'acceptation.

En particulier, les paramètres : siccité et teneur en matières organiques sont mesurés et comparés afin de confirmer l'identification du lot livré.

En cas de non conformité avec les données figurant sur l'information préalable ou le certificat d'acceptation préalable et avec les règles d'admission dans l'installation, l'exploitant doit refuser les déchets.

♦ Registre d'admission et refus d'admission

L'exploitant tient en permanence et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des refus d'admission où il note la nature, la quantité, la provenance des déchets ainsi que les motifs du refus.

26-3 Contrôle des déchets provenant de la STEP de Dijon

Les boues provenant de la station d'épuration de Dijon feront l'objet d'un prélèvement mensuel d'échantillon représentatif et d'une analyse afin de vérifier le respect

des critères d'admission définis à l'article 26-1 dans les conditions suivantes :

- analyses mensuelles des métaux lourds
- analyses annuelles de l'ensemble des paramètres (métaux lourds, PCB, HAP).

En cas de non conformité, l'exploitant informera l'inspecteur des installations classées des dispositions prises vis-à-vis des boues concernées

27 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :

- . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
- . quantité produite,
- . date (ou période) de production correspondante,
- . date d'enlèvement,
- . nom et adresse du transporteur,
- . mode de traitement,
- . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de, besoin, du regroupeur ou du centre de transit ;

- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :

- . nature et origine,
- . quantité stockée,
- . date de mise en stockage.

- l'exploitant devra émettre un bordereau de suivi qui précisera, notamment :

- . la provenance,
- . les caractéristiques,
- . la destination,
- . les modalités prévues pour la collecte, le transport et le stockage,
- . le mode d'élimination de ces déchets,
- . l'identité des entreprises concernées par ces opérations.

SECURITE

Article 28 - RISQUES NATURELS

Foudre

Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables aux installations d'incinération et connexes (traitement des fumées, séchage des boues).

Article 29 - ACCES, SURVEILLANCE

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 m, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

Article 30 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

30.1. - Voies et aires de circulation

Les installations sont facilement accessibles par les services de secours.

Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.

30.2. - Installations électriques

Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100.

De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères (poussières combustibles, solvants,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle est interconnectée avec celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

Article 31 - EXPLOITATION

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation,...

Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne dépassent, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail [ou pour une opération de production].

L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses (cf. arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances).

L'exploitant détient les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

L'intervention de personnel à des fins d'entretien, d'aménagement ou de réparation des installations ne peut s'effectuer, dans des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, qu'après obtention d'un permis de feu ou d'un permis de travail délivré par le chef d'établissement ou la personne qu'il a nommément désignée. Une surveillance de la validité et du respect des conditions d'octroi de ces permis doit être réalisée pendant les interventions.

Article 32 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

32.1. - Détection et alarme

Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence.

L'ensemble de ces équipements dont dispose l'exploitant est constitué au moins de :

- système de détection incendie avec report et alarme,
- détection de présence de gaz naturel ⁽¹⁾ (au-dessus de la panoplie du générateur de réchauffage de l'huile, en ambiance, au-dessus de l'arrivée de gaz et à l'intérieur des locaux abritant des raccords sur le circuit)
- détection de CO ⁽²⁾ (à l'intérieur du four et dans le conduit d'évacuation des fumées).

⁽¹⁾ La détection entraîne la coupure de l'alimentation en gaz naturel

⁽²⁾ Deux seuils de détection sont mis en place :

- seuil 1 ⇒ Alarme
- seuil 2 ⇒ Arrêt de l'injection de combustibles (boues et gaz naturel)

32.2. - Formation

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

32.3. - Consignes

L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.

Ces consignes prévoient, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents;

- les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée, du permis de feu et de mise en œuvre de celui-ci.

A chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant qui précise notamment les mesures à mettre en œuvre avant, pendant et après la réalisation des travaux ayant nécessité le permis de feu.

Des procédures d'arrêt de l'incinération, en situation normale et en mode dégradé sont mises en place, afin d'éviter les accumulations de CO à l'intérieur du four. Elles déterminent notamment les conditions de mise en service des ventilateurs de fluidisation et de tirage, d'arrêt de l'injection de gaz d'appoint, ainsi que les délais et les conditions de redémarrage.

32.4. - Plan d'intervention

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

32.5. - Moyens matériels et humains

32.5.1. - Moyens matériels

L'établissement est doté de moyens d'extinction adaptés aux risques et répartis dans les bâtiments en nombre suffisant.

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Les capacités du réseau d'eau potable de la commune étant insuffisantes dans la zone d'implantation de l'établissement, la défense incendie sera complétée de la façon suivante :

- Chaque clarificateur sera équipé d'une colonne d'aspiration de 150 mm munie d'une crépine, débouchant sur une sortie de 100 mm avec demi-raccord pompier.

32.5.2. - Moyens humains

L'exploitant constituera une équipe de première intervention composée de personnes

nommément désignées et entraînées périodiquement à la lutte contre l'incendie.

Article 33 - CONTROLES

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

Article 34 – ELEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE (IPS)

Les matériels et procédures importants pour la sécurité (IPS) sont définis par l'exploitant sous sa responsabilité, notamment :

- Tous les équipements contribuant au confinement des produits à incinérer, des matières d'appoint (gaz naturel) et des produits de combustion jusqu'au rejet à l'atmosphère, par la cheminée d'évacuation après filtration ;
- Toutes les opérations de maintenance relatives aux contrôles d'étanchéité des différentes parties de l'installation, dont le suivi du réfractaire ;
- Le suivi de la température, du CO et de la détection de gaz naturel ;
- Les procédures de démarrage et d'arrêt de l'incinération, comportant notamment les délais à respecter, les conditions d'alimentation en déchets, les conditions d'injection de combustible d'appoint.

Les matériels font l'objet de procédures précises de maintenance préventive par du personnel compétent, de vérification du maintien dans le temps de leurs caractéristiques fonctionnelles d'intervention (maintenance, modification, réparation, ...) et de requalification lors de leur remise en service après intervention.

Article 35 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 29 ;
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;
- rapports de contrôle des installations électriques prévu à l'article 33 ;
- plans d'intervention prévus à l'article 32-4 ;
- registre des consignes.

IMPACT VISUEL

Article 36 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant

- aménage et maintient en bon état de propreté (peinture,...) les abords de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis ; notamment, les émissions de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier ;

- assure le masquage des installations ou des infrastructures, au moyen de plantations ou d'écrans ;

- assure le démantèlement des installations abandonnées ;

- enfouit les lignes électriques et téléphoniques.

SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 37 - SURVEILLANCE DE L'AIR

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement.

Article 38 - Réserve

Article 39 – SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant doit déterminer et mettre en place à ses frais un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.

La biosurveillance s'effectue dans la continuité de l'étude menée entre 2002 et 2003, dont les résultats constituent l'état initial du suivi. Les zones d'échantillonnage sont déterminées de façon à couvrir équitablement les parcelles exposées aux retombées atmosphériques, et en fonction de la présence de bio-indicateurs (en l'occurrence des bryophytes terrestres). Le programme de surveillance concernera au minimum les dioxines/furannes et les métaux (notamment les éléments Cr, Cu Ni, Zn, Pb, Cd et Hg). La détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement se fait selon une fréquence annuelle,

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 48 du présent arrêté et sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées.

Article 40 – BILAN DE FONCTIONNEMENT

Un bilan de fonctionnement prévu à l'article 17.2 du décret du 21 septembre 1977 modifié, élaboré suivant les dispositions définies par arrêté du 29 juin 2004 est communiqué au préfet au plus tard 10 ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ce bilan est ensuite présenté tous les dix ans à compter de cette date.

TITRE QUATRIEME

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 41 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS ALIMENTEES AU GAZ NATUREL

Les prescriptions du décret n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW sont applicables aux installations de combustion.

41.1 – Aménagements

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux mêmes) :

a) 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation,

b) 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés

à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

La chaudière est implantée dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

41.2 – Dispositions constructives

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles),
- stabilité au feu de degré une heure,
- couverture incombustible.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faibles résistance...).

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis à vis des locaux contigus :

- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1/2 heure au moins."

41.3 – Alimentation en gaz naturel

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive) et repérées par les couleurs normalisées.

Des dispositifs de coupure manuelle, indépendants de tout équipement de régulation de débit, doivent être placés à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ces dispositifs, clairement repérés et indiqués dans des consignes d'exploitation, doivent être placés :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison.

Ils sont parfaitement signalés, maintenus en bon état de fonctionnement et comportent une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouvertes et fermées.

Sur chaque appareil de combustion (brûleurs), la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune aux capteurs de détection de gaz (2) précisés à l'article 40.2 et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est

testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables, sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

La canalisation d'alimentation en gaz de la chaufferie sera munie d'un dispositif de limitation de la pression.

- (1) *Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.*
- (2) *Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.*
- (3) *Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.*

41.4 – Détecteurs

Les détecteurs incendie et les détecteurs de présence de gaz sont associés à des alarmes et des automatismes.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan.

Toute détection de gaz au-delà de 50 % de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E.) coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 40.1. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute la chaîne de détection est vérifiée journalièrement, son fonctionnement testé semestriellement et les résultats de ces contrôles consignés par écrit. Un contrôle annuel est réalisé par un organisme agréé.

41.5 – Ventilation des locaux

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent permettant d'éviter la formation d'une atmosphère

explosible ou nocive.

41.6 – Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part en cas de défaut de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les chaudières comportent un dispositif à sécurité positive de contrôle de la présence de flamme dans la chambre de combustion. Tout défaut détecté entraîne automatiquement la mise en sécurité des appareils et la coupure de l'alimentation en gaz.

Article 42 – PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'INSTALLATION DE SECHAGE DES BOUES PAR CIRCUIT D'HUILE THERMIQUE

42.1 - Prescriptions générales.

Le liquide caloporteur sera contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettront l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

A raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis au règlement sur les appareils à vapeur et les canalisations et récipients au règlement sur les appareils à pression de gaz;

Au point le plus bas de l'installation, on aménagera un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos.

Un dispositif approprié permettra à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.

Un dispositif thermométrique permettra de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.

Un dispositif automatique de sûreté empêchera la mise en chauffage ou assurera

l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service seront insuffisants.

Un dispositif thermostatique maintiendra entre les limites convenables la température maximale du fluide transmetteur de chaleur.

Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionnera un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que: extincteurs portatifs de capacité minimale de huit litres, extincteurs de grande capacité montés sur roues, seaux de sable et caisses de sable meuble avec pelle, etc.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 pour 100 de la capacité du plus grand réservoir;
- 50 pour 100 de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels.

42.2 – Prescriptions particulières

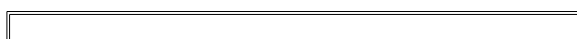
L'échangeur étant placé dans un local indépendant du générateur, le local indépendant du local renfermant le générateur sera construit et aménagé de telle façon qu'un incendie ne puisse se propager du générateur aux échangeurs;

Le local ne renferme aucun foyer. La chaudière située dans le local chaufferie, contigu à installation de séchage des boues, sera séparée par une cloison incombustible et coupe-feu de degré 2 heures sans baie de communication.

Il est interdit d'apporter dans le bâtiment du feu, des matières en ignition, des appareils susceptibles de produire des flammes et d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le bâtiment et sur la porte d'entrée;

La réserve d'huile thermique sera placée dans une zone faisant rétention étanche, équipée d'un dispositif de confinement des fuites éventuelles.

TITRE CINQUIEME



MESURES EXECUTOIRES

Article 43 - LIMITATIONS

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cessera d'avoir son effet dans le cas où il s'écoulerait un délai de trois ans avant que l'installation projetée ait été mise en service, ou si l'exploitation en était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure. Elle deviendra également caduque en cas d'inexécution des conditions précisées ci-dessus.

Article 44 - RECOURS

Délai et voie de recours (article 514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 45 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette entreprise rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Article 46 - MODIFICATIONS

Toute modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être portée par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

Article 47 - INSPECTION

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspection des Installations Classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

Article 48 – INFORMATION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le titulaire de la présente autorisation devra transmettre à l'inspection des installations classées :

Tous les mois :

L'exploitant adressera une synthèse :

- des résultats des mesures réalisées en continu sur les rejets atmosphériques concernant les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote,
- des résultats des mesures réalisées en continu dans les gaz de combustion concernant le monoxyde de carbone, l'oxygène et la vapeur d'eau,

Tous les six mois :

- les résultats de mesures des dioxines et furannes, les résultats des mesures sur les rejets atmosphériques du cadmium et de ses composés, du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V),

Une fois par an :

- les résultats des mesures réalisées dans le cadre de la surveillance de l'impact sur l'environnement concernant les dioxines et les métaux (cf. aux dispositions de l'article 39 du présent arrêté).
- un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est évoquée aux alinéas précédent du présent article ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également, le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers. L'inspection des installations classées présente ce rapport au conseil départemental d'hygiène en le complétant par un rapport récapitulatif des contrôles effectués et les mesures administratives éventuelles proposées par l'inspection des installations classées pendant l'année écoulée.

Article 49 - DISPONIBILITE

Le permissionnaire devra être à tout moment en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

Article 50 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement dont il s'agit changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration à la préfecture dans le mois qui suivrait la prise de possession.

Article 51 - PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, et faisant connaître qu'une copie de cet arrêté, déposée aux archives de la mairie, est mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois, et un avis sera inséré aux frais du pétitionnaire, par nos soins,

dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 52 - AFFICHAGE

Un extrait semblable sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 53 - EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de DIJON, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et M. le Directeur de la Société LYONNAISE DES EAUX FRANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (2 ex.)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Directeur de la Société LYONNAISE DES EAUX FRANCE,
- . M. le Directeur de la Société LYONNAISE DES EAUX FRANCE à DIJON,
- . M. le Maire de DIJON.

FAIT à DIJON, le 17 mars 2005

Signé :

LE PREFET